



Montreuil, le 17 juin 2014

Depuis son arrivée au pouvoir, le Gouvernement n'a cessé d'orienter ses choix et décisions vers un affaiblissement de ce qui scelle la cohésion sociale et la solidarité de notre pays.

De la Sécurité Sociale aux Services Publics, il attaque de front tout ce qui relève de l'intérêt général et de la réponse aux besoins des populations qui l'ont élu.

Il est beaucoup plus généreux quand il s'agit de servir les intérêts particuliers des privilégiés.

La casse de l'entreprise publique de Service Public SNCF participe de cette politique régressive.

Alors que les discussions à l'Assemblée Nationale doivent s'ouvrir pour passer en force un projet de loi préparant l'éclatement du Service Public SNCF et l'ouverture à la concurrence du ferroviaire, les cheminots se mobilisent à travers la France depuis le 10 juin au soir, pour exiger une vraie réforme progressiste qui permette d'améliorer le volume, la qualité du service et les conditions sociales des cheminots... tout le contraire du projet gouvernemental.

Dans un combat qui dépasse largement les seuls intérêts des cheminots, nous sommes sensibles à toutes les marques de soutien et d'encouragement. Nous vous en remercions sincèrement et fraternellement.

Quoi qu'il se passe à l'Assemblée Nationale, les luttes seront indispensables pour contrecarrer les choix politiques, économiques et sociaux néfastes et dangereux poursuivis, pour continuer à exiger des transports publics de qualité, une reconquête du domaine public indispensable à la réduction des inégalités, à la réponse aux besoins...

Il n'y aura pas de progrès social dans les compromissions organisées aujourd'hui. Il n'y aura pas de progrès social sans intervention massive des salariés, du public comme du privé.

Bien à vous.

La Fédération CGT des cheminots.